

Fête internationale du travail 2026

La CCAA célèbre l'unité, la performance et le dialogue social

Page 4



Obsèques de Georges Anicet Ekanè

Entre émotion, mémoire et appel à l'unité nationale

Page 11



Digitalisation du fret en Afrique centrale

Un pacte historique scellé à Douala

Le 4 mai 2026, le BGFT, le BNFT et le BARC ont posé les bases d'une gouvernance concertée du fret terrestre. Une démarche inédite, qui marque l'irréversibilité d'un processus désormais engagé : la digitalisation intégrale, solidaire et coordonnée des corridors Douala – N'Djaména et Douala-Bangui. Page 10

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 272 du 06 mai 2026 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informier pour apporter des solutions

1er Forum national sur la sécurité routière

Jean Ernest Ngallè Bibéhè honoré d'un prix spécial

Le rideau est tombé sur le tout premier Forum national sur la sécurité routière, organisé au Palais polyvalent des sports de Yaoundé du 29 au 30 avril 2026. Pendant deux jours, cette grand-messe dédiée à la question cruciale de la sécurité sur les routes camerounaises a rassemblé décideurs publics, partenaires techniques et acteurs du secteur privé autour d'un objectif commun : inverser durablement la courbe des accidents de la circulation. Moment fort de cette séquence : la distinction honorifique attribuée au Ministre des Transports. Un Prix spécial, parrainé par la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, lui a été décerné en reconnaissance de son engagement soutenu en faveur de la modernisation des infrastructures et du renforcement des dispositifs de sécurité routière au Cameroun.

Page 3



Fête internationale du travail à Nkongsamba

Démonstration de force des maires face aux attentes des populations

À Nkongsamba, la célébration de la Fête du travail n'a pas seulement été un moment de revendications sociales et de mobilisation syndicale. Elle s'est également imposée comme une vitrine du dynamisme local, portée par une démonstration de force remarquable des trois exécutifs municipaux des communes d'arrondissement.

Pages 5-8



■ Crise pétrolière mondiale

Cédric Ketchanga alerte sur un impact imminent au Cameroun

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions géopolitiques, les marchés pétroliers mondiaux traversent une zone de turbulences aux répercussions déjà perceptibles en Afrique. Pour le trader et marketeur camerounais Cédric Ketchanga, la situation actuelle au Moyen-Orient pourrait contraindre les raffineries à revoir leurs politiques tarifaires, avec des conséquences directes pour les consommateurs, notamment au Cameroun.

Selon cet analyste du marché pétrolier, la hausse des prix à la pompe apparaît comme une hypothèse de plus en plus crédible. En cause : la dépendance structurelle de l'Afrique aux importations de produits pétroliers raffinés. Bien que le continent dispose d'importantes réserves de brut, notamment au Nigeria, en Angola, en Algérie ou encore en Libye, la faiblesse des capacités locales de raffinage oblige plus de 45 pays africains à s'approvisionner à l'étranger.

Une crise stratégique au cœur du commerce mondial

Au centre des préoccupations, le détroit d'Ormuz, passage clé par lequel transite près d'un quart du trafic pétrolier mondial. Depuis le 28 février 2026, cette zone est paralysée à la suite d'un blocage imputé à l'Iran, en réaction à des frappes menées par les États-Unis et Israël. Ce point névralgique du commerce international retient actuellement des milliers de navires, perturbant les chaînes d'approvisionnement.

Même si une partie du pétrole destiné à l'Afrique ne passe pas directement par ce corridor, les effets indirects sont considérables. La reconfiguration des flux commerciaux vers l'Europe et l'Asie, combinée à l'augmentation des primes d'assurance maritime et aux coûts liés au contournement des routes, entraîne une hausse généralisée des prix. Les traders et intermédiaires doivent désormais mobiliser davan-



tage de ressources pour sécuriser leurs cargaisons, une inflation qui se répercute inévitablement sur les consommateurs.

Le Cameroun sous pression, malgré les mécanismes de stabilisation

Au Cameroun, les autorités tentent de contenir les effets de cette crise. D'après Cédric Ketchanga, l'État s'appuie fortement sur la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) pour maintenir les prix à la pompe à un niveau supportable. Cette structure joue un rôle central en absorbant une partie des surcoûts liés aux importations.

Le pays, dont la consommation mensuelle avoisine les 500.000 tonnes métriques de produits pétroliers, dépend d'un circuit d'approvisionnement complexe. Plusieurs marketeurs importent en pe-

tites quantités auprès de traders, eux-mêmes liés aux raffineries internationales. Une chaîne d'intermédiation qui renchérit les coûts d'acquisition.

«La chance qu'on a au

Cameroun, c'est que l'État endosse une grande part de ces charges, malgré le contexte mondial difficile», souligne le PDG de KC Trade. Toutefois, cet équilibre reste fragile.

Une flambée des prix en perspective ?

Le Cameroun a déjà connu deux hausses du prix du carburant en 2023 et 2024. Dans ce contexte, la persistance de la crise au Moyen-Orient pourrait accélérer une nouvelle augmentation. Pour Cédric Ketchanga, le scénario est clair : «si les tensions perdurent, une flambée des prix des produits pétroliers est inévitable».

Au-delà du secteur énergétique, cette hausse pourrait impacter l'ensemble de l'économie camerounaise, notamment le transport, les denrées de première nécessité et le pouvoir d'achat des ménages. Une équation délicate pour les autorités, appelées à arbitrer entre soutenabilité budgétaire et stabilité sociale dans un environnement international incertain.

Jean-Jacques ONANA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr
Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication

Victor NDOKI
e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO
(Cell. 694.17.54.02)

Assistant administratif

Aurelien NTAMACK

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE
(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA
Henri MEKANA
Henri Donatien AYANG
Alex BEMA
Flaubert KAMGA
Jean-Jacques ONANA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ 1er Forum national sur la sécurité routière

Jean Ernest Ngallè Bibéhè honoré d'un prix spécial

Le rideau est tombé sur le 1er Forum National sur la Sécurité Routière (FNSR), organisé les 29 et 30 avril au Palais Polyvalent des Sports de Yaoundé, avec un sentiment largement partagé de satisfaction et d'engagement renouvelé. Placée sous le thème «L'intelligence artificielle au service de la sécurité routière», cette première édition a tenu toutes ses promesses en réunissant, durant deux jours, les principaux acteurs publics et privés autour d'un objectif commun : renforcer durablement la sécurité sur les routes camerounaises.

La cérémonie de clôture a été marquée par un moment de haute portée symbolique : la distinction honorifique décernée au Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallè Bibéhè. Lauréat d'un Prix spécial parrainé par la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le membre du gouvernement a été salué pour son engagement constant et ses efforts soutenus en faveur de la réduction de l'insécurité routière au Cameroun.

Présidé par le ministre des Transports, ce rendez-vous national a mobilisé un parterre d'acteurs institutionnels de premier plan. Aux côtés du MINT, plusieurs membres du gouvernement, dont les ministres en charge de l'Agriculture, de l'Élevage, ainsi que des représentants de la Défense, de l'Administration territoriale et des Travaux publics, ont pris part aux travaux. Responsables administratifs, partenaires techniques, organisations socioprofessionnelles et usagers de la route ont également répondu présents, illustrant l'ampleur de la mobilisation autour de cet enjeu majeur.

Au cœur des échanges :



l'apport des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle dans la prévention des accidents, la modernisation des infrastructures et l'optimisation des dispositifs de contrôle. Conférences et ateliers thématiques de haut niveau ont permis d'explorer des pistes innovantes, notamment en matière de formation numérique des contrôleurs techniques, de digitalisation de l'apprentissage de la conduite, ou encore de solutions intelligentes pour le dépistage des troubles visuels chez les conducteurs.

Les réflexions ont égale-

ment porté sur l'amélioration de la prise en charge post-accident grâce aux systèmes informatisés, ainsi que sur les innovations dans la conception d'infrastructures routières plus sûres. Autant de thématiques qui ouvrent la voie à l'émergence de routes intelligentes et à une mobilité davantage sécurisée.

Renforcement du dialogue entre les différents acteurs

L'un des acquis majeurs du forum réside dans le renforcement du dialogue entre les différentes parties pre-

nantes. Pouvoirs publics, experts, opérateurs privés et partenaires techniques ont ainsi posé les bases d'une collaboration renforcée, en vue de la mise en œuvre d'actions concertées et durables. Les résolutions issues des travaux constituent désormais un socle stratégique pour l'amélioration des politiques publiques en matière de prévention routière.

Parallèlement aux sessions de réflexion, les expositions organisées sur les stands ont permis de mettre en lumière plusieurs initiatives technologiques et opérationnelles

développées par les acteurs du secteur, suscitant un vif intérêt auprès des participants.

Moment de recueillement et de mémoire, la veillée aux chandelles en hommage aux victimes des accidents de la route a rappelé, avec gravité, l'urgence d'agir. Une séquence forte qui a renforcé la dimension humaine des enjeux abordés tout au long du forum.

La cérémonie de clôture a également été ponctuée par la remise de distinctions honorifiques à plusieurs structures et acteurs engagés. Parmi les lauréats figurent l'ISSERR et DB Consulting pour leur contribution à la formation en sécurité routière, Care Health dans la catégorie «*Health and Road Security*» pour son implication dans le projet «*La vue c'est la vie*», ainsi que plusieurs entreprises innovantes telles que Ym@ne Driver, Prooftag, CATIS SA, Pressprint, MTN, Camtrack et High Tech Telesoft, distinguées pour leur utilisation des technologies de l'information au service de la prévention routière. Des institutions comme la Gendarmerie nationale et la Délégation générale à la sûreté nationale ont également été honorées pour leur engagement constant.

Clôture officielle des travaux, le ministre des Transports s'est félicité de la qualité des contributions et de la forte mobilisation observée. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement de capitaliser les recommandations formulées afin de renforcer les mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité routière.

À travers ce forum, le Cameroun pose ainsi les jalons d'une approche résolument moderne et intégrée de la sécurité routière, fondée sur l'innovation, la coopération et la responsabilité partagée, avec en ligne de mire un objectif essentiel : sauver des vies sur les routes.

Etienne PENDA



■ Fête du travail 2026

La CCAA célèbre l'unité, la performance et le dialogue social

La 140ème édition de la Fête internationale du Travail a été célébrée avec éclat au sein de la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), ce vendredi 1er mai 2026. Au siège de l'institution, l'événement a connu son point d'orgue en présence du Président du Conseil d'Administration, Dr Ngollé III Emmanuel Patrice, et du Directeur Général, Paule Avomo Assoumou Koki, dans une ambiance à la fois solennelle et conviviale.



La ferveur observée à Yaoundé s'est étendue à l'ensemble des plateformes aéroportuaires du pays, notamment à Douala, Garoua, Maroua, Ngaoundéré, Bertoua et Bafoussam. Dans une parfaite communion, les employés de la CCAA ont massivement pris part aux différentes activités organisées, illustrant ainsi leur attachement aux valeurs de cohésion et de solidarité.

Placée sous le thème national «*Dialogue social et travail décent : facteurs de paix, de cohésion nationale et de développement économique de l'entreprise*», cette édition s'inscrit dans un contexte marqué par la résilience et la modernisation du secteur aéronautique. À la CCAA, ce thème a trouvé un écho particulier, le dialogue social étant présenté comme un pilier central du fonctionnement de l'institution. Lors des échanges avec le top management, aucune préoccupation n'a été laissée en suspens, traduisant une volonté affirmée de maintenir un climat social apaisé, essentiel à la sécurité et à la sûreté aérienne.

Moment fort des célébrations, la participation du contingent de la CCAA au tra-

ditionnel défilé du Boulevard du 20 Mai à Yaoundé a retenu l'attention. Par leur cadence maîtrisée et leur élégance, les personnels ont su marquer les esprits. La parade a été suivie d'une cérémonie festive au siège, rythmée par des prestations artistiques révélant les talents internes, ainsi que par un hommage solennel rendu aux anciens employés admis à la retraite.

Cette journée a également été l'occasion pour le personnel de célébrer les performances du Directeur Général, Paule Avomo Assoumou Koki, saluée pour son leadership au cours de l'année 2025. Parmi les réalisations mises en avant figurent la réhabilitation de



l'aéroport de Bamenda, le maintien de la certification ISO 9001:2015 et le renforcement des formations techniques à travers l'École des Services de Navigation Aérienne en Afrique (ES-NAA) et le Centre d'Application des Métiers de la Régulation Aéronautique (CAMRA).

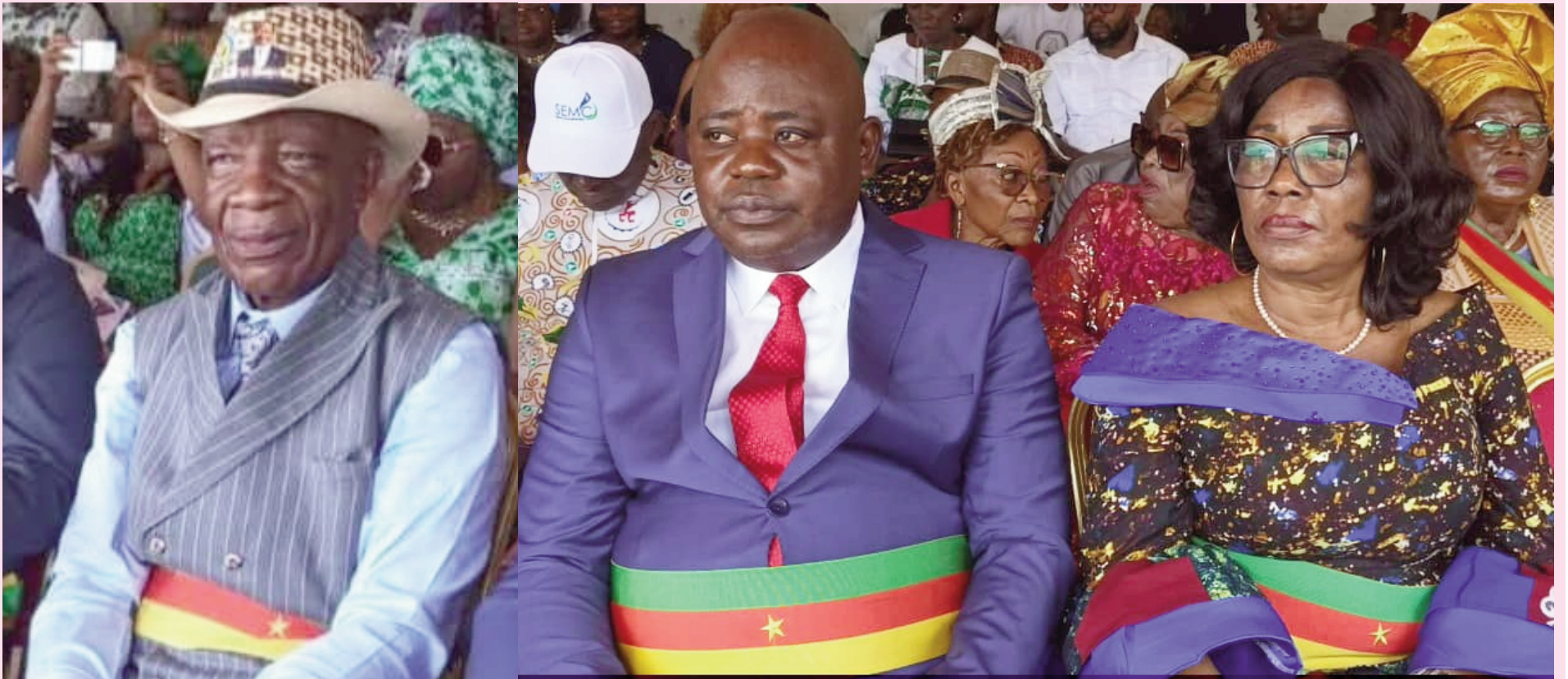
Au-delà de cette journée, les festivités s'inscrivent dans une dynamique plus large, marquée par une semaine d'activités variées. Compétitions sportives au complexe Mundi, journée culturelle dédiée à la richesse du patrimoine camerounais et tables rondes d'échanges ont contribué à renforcer l'esprit d'équipe et à favoriser un dialogue franc entre les différents acteurs.

En clôture, le Directeur Général a exhorté l'ensemble du personnel à faire preuve d'ingéniosité, d'innovation et de discipline, des qualités jugées indispensables pour relever les défis futurs et consolider les acquis. Une invitation à poursuivre sur la voie de l'excellence, dans un secteur où rigueur et performance demeurent des exigences permanentes.

Alex MBEMA

■ Fête internationale du travail à Nkongsamba

Démonstration de force des maires face aux attentes des populations



À Nkongsamba, la célébration de la 140ème édition de la Fête internationale du travail n'a pas seulement été un moment de revendications sociales et de mobilisation syndicale. Elle s'est également imposée comme une vitrine du dynamisme local, portée par une démonstration de force remarquable des trois exécutifs municipaux des communes d'arrondissement.

Dans une ville en pleine mutation, les maires de Nkongsamba 1er, 2ème et 3ème ont, chacun à leur manière, donné à voir les fruits d'un management jugé pragmatique et orienté vers l'amélioration concrète des conditions de vie des populations.

Au fil des défilés et des prises de parole, l'engagement des autorités municipales s'est dessiné en filigrane des discours officiels et des observations de terrain. Routes réhabilitées, infrastruc-

tures sociales renforcées, initiatives en faveur de la salubrité urbaine et appui aux activités économiques locales : autant d'actions qui témoignent d'une volonté affirmée de répondre aux besoins essentiels des habitants. Cette présence visible et structurée des municipalités a contribué à donner une tonalité particulière à cette fête du travail, où les attentes sociales se mêlent aux bilans de gestion.

Dans ce contexte, les trois maires apparaissent comme des acteurs clés du développement local, dont la coordination et la proximité avec les populations renforcent l'impact des politiques publiques à l'échelle de la ville. Leur approche, souvent saluée pour sa rigueur et son sens de l'initiative, s'inscrit dans une logique de gouvernance de proximité, attentive aux réalités quotidiennes des citoyens.

Toutefois, la célébration n'a pas

occulté les préoccupations exprimées par les leaders syndicaux. Emploi décent, pouvoir d'achat, protection sociale : les revendications demeurent nombreuses et traduisent des défis persistants. Mais face à ces attentes, les réalisations enregistrées par les exécutifs municipaux constituent des éléments de réponse tangibles, qui plaident en faveur de la continuité et du renforcement des actions engagées.

Ainsi, entre exigences sociales et reconnaissance des efforts accomplis, la 140ème Fête internationale du travail à Nkongsamba aura mis en lumière une réalité nuancée : celle d'une ville en progrès, portée par des responsables locaux dont les résultats, bien que perfectibles, témoignent d'une volonté réelle de transformation et d'amélioration du cadre de vie des populations.

Envoyé spécial, Victor NDOKI

■ Fête du travail à Nkongsamba 1er

El Hadj Oumarou célèbre ses équipes et consolide les acquis du développement local

La célébration de la Fête internationale du Travail, le 1er mai dernier à Nkongsamba 1er, a servi de tribune au maire El Hadj Oumarou pour dresser le bilan d'une gouvernance locale axée sur l'efficacité, la solidarité et les résultats concrets.



Dans une ambiance à la fois festive et solennelle, l'édile a rendu un hommage appuyé à ses collaborateurs pour leur engagement quotidien, tout en saluant le rôle déterminant du préfet du département du Moungo, Yves Bertrand Noël Ndjana, dans l'accompagnement des actions en faveur du bien-être des populations.

Face aux travailleurs mobilisés, le maire a insisté sur la synergie d'actions qui lie l'exécutif communal à l'autorité administrative, une col-

laboration qu'il juge essentielle dans la mise en œuvre des politiques publiques locales. «*Les résultats que nous enregistrons aujourd'hui sont le fruit d'un travail collectif*», a-t-il souligné, mettant en exergue l'implication constante de ses équipes techniques et administratives.

Des résultats tangibles salués par des distinctions

Au-delà des discours, les réalisations de la commune témoignent d'une gestion

rigoureuse et orientée vers l'amélioration du cadre de vie. Nkongsamba 1er s'est notamment illustrée par des performances remarquables en matière d'hygiène et de salubrité, couronnées par plusieurs distinctions qui viennent consacrer les efforts consentis dans ce domaine.

Autre avancée majeure : la politique ambitieuse d'assainissement urbain. Grâce à la construction et à l'entretien de drains dans les zones à risque, les inondations qui affectaient autrefois la commune pendant la saison des pluies appartiennent désormais au passé. Une transformation visible, largement saluée par les populations, qui traduit la volonté municipale d'anticiper et de résoudre

durablement les problèmes structurels.

Une gestion sociale maîtrisée

Sur le plan interne, la municipalité s'illustre également par une gestion plus disciplinée de ses ressources humaines. Le maire El Hadj Oumarou a tenu à rappeler les efforts soutenus pour assurer la régularité du paiement des salaires, un défi majeur pour de nombreuses collectivités locales. Aujourd'hui, la commune s'inscrit progressivement dans une dynamique de mise à jour salariale, contribuant ainsi à renforcer la motivation et la stabilité du personnel communal.

Le préfet appelle à plus d'engagement

Prenant la parole à son tour, le préfet du Moungo, Yves Bertrand Noël Ndjana, n'a pas manqué de saluer les avancées enregistrées à Nkongsamba 1er. Tout en reconnaissant les efforts déployés par l'exécutif communal, il a exhorté les collaborateurs du maire à faire preuve de davantage d'ardeur, de rigueur et d'assiduité dans le travail.

Pour l'autorité administrative, les défis du dévelop-

pement local restent nombreux et nécessitent une mobilisation accrue de tous les acteurs. «*Les acquis doivent être consolidés et amplifiés*», a-t-il insisté, appelant à une culture de performance durable au sein des services municipaux.

Une dynamique portée vers l'avenir

Cette célébration du 1er mai aura ainsi permis de mettre en lumière une gouvernance locale structurée, où la reconnaissance du travail accompli s'accompagne d'une exigence constante de progrès. Sous la conduite du maire El Hadj Oumarou, Nkongsamba 1er poursuit sa transformation, s'appuyant sur des résultats concrets et une vision clairement orientée vers le développement inclusif.

Dans le sillage du succès enregistré dans la mise en œuvre du PRODESV2 et de l'éligibilité à la phase 3 du programme, la commune entend capitaliser sur ses acquis pour franchir un nouveau palier. Une ambition assumée, portée par une équipe mobilisée et soutenue par une administration engagée au service des populations.

Victor NDOKI



■ Fête du travail à Nkongsamba 2ème Le Groupe Samen défile en vitrine d'un dynamisme économique impulsé par le maire Patrice Samen

Sous un soleil éclatant, la place des fêtes de Nkongsamba a vibré au rythme de la 140ème édition de la Journée internationale du travail. Entre fanfares, pancartes revendicatives et chorégraphies bien rodées, un cortège a particulièrement retenu l'attention : celui du Groupe Samen.

Plus qu'une simple participation, il s'agissait d'une démonstration de force économique et d'un message politique local, incarné par une figure centrale du développement du Moundou : le maire Patrice Samen.

Une mobilisation à l'image d'un groupe structuré

Toutes les entités du groupe étaient représentées : Samen Patrice S.A, Sam's Hôtel, Ketch Motel, Samen Industry, Afrique Transport et All Fish Sarl. Une coordination millimétrée qui a traduit, dans l'espace public, la solidarité organisationnelle d'un conglomérat ancré dans l'économie locale.

Au passage du cortège, le public — venu nombreux — n'a pas caché son enthousiasme. Tenues soignées, cadence maîtrisée, slogans fédérateurs : les employés ont offert une prestation saluée par de vifs applaudissements. Discipline et esprit d'équipe ont servi de fil conducteur à cette parade, révélatrice d'une culture d'entreprise tournée vers la performance.

Un acteur clé du tissu économique local

Mais au-delà de l'esthétique du défilé, c'est le rôle structurant du Groupe Samen dans l'économie de Nkongsamba qui s'est imposé comme une évidence. Par la diversité de ses activités — hôtellerie, industrie, transport, agroalimentaire — le groupe irrigue plusieurs secteurs stratégiques et participe activement à la vitalité économique de la ville et, plus largement, du Moundou.



À travers ses investissements et sa capacité à générer de l'emploi, notamment pour les jeunes, l'entreprise s'inscrit dans la dynamique

nationale de lutte contre le chômage et de promotion de l'entrepreneuriat, chère au président Paul Biya. Une orientation que le maire

Patrice Samen traduit concrètement sur le terrain, en faisant de l'initiative privée un levier de développement territorial.

Le leadership municipal au service du développement

La singularité de Patrice Samen tient précisément à cette double casquette : chef d'entreprise et maire. Une position qui lui permet de faire le lien entre vision économique et action publique. À Nkongsamba, son influence dépasse le cadre de ses sociétés pour toucher à l'organisation même du tissu économique local.

En mettant en avant des valeurs telles que le travail bien fait, la persévérance et la culture de l'effort, il imprime une dynamique qui dépasse son groupe. Collaborateurs, partenaires et jeunes entrepreneurs voient en lui un modèle de réussite ancrée dans le contexte local, loin des logiques d'extraversion économique.

Une fête du travail aux allures de manifeste

Au final, la participation du Groupe Samen à cette fête du travail n'a pas été qu'un moment festif. Elle s'est muée en véritable vitrine d'un modèle de développement local porté par un acteur engagé. À travers ce défilé, c'est une certaine idée de l'entreprise camerounaise qui s'est exprimée : structurée, ambitieuse et profondément enracinée dans sa communauté.

À Nkongsamba, le 1er mai 2026 aura ainsi consacré bien plus qu'une célébration du travail : il aura mis en lumière le rôle déterminant d'un leadership local dans la transformation économique d'un territoire.

Victor NDOKI

■ Fête du travail à Nkongsamba 3ème

Entre revendications sociales et bilan d'action, le maire Yvonne Eyidi met en avant des avancées concrètes

À l'occasion de la célébration de la 140ème édition de la Fête internationale du Travail, la commune d'arrondissement de Nkongsamba 3ème a offert une tribune à la fois symbolique et stratégique à son exécutif municipal.

Face aux doléances exprimées par les leaders syndicaux sur l'amélioration des conditions de travail, le maire Yvonne Eyidi a opposé un bilan qu'elle qualifie de « tangible », marqué par des réformes structurelles et des réalisations visibles sur le terrain.

Dans une plaquette dédiée à l'occasion, l'édile a replacé le travailleur au cœur de l'action municipale. « Le personnel communal constitue un pilier essentiel du fonctionnement de notre institution », a-t-elle rappelé, insistant sur les efforts consentis pour améliorer durablement leurs conditions de vie et de travail. Parmi les mesures phares, figure la construction et l'équipement de l'hôtel de ville, désormais doté d'infrastructures modernes adaptées aux missions de service public.

Sur le plan social, la mairie revendique également une avancée majeure : l'apurement intégral d'une dette salariale de sept mois héritée de la précédente mandature. Une mesure saluée par de nombreux agents, même si les syndicats continuent d'exiger

davantage de garanties en matière de progression de carrière et de stabilité financière. À ce sujet, l'exécutif communal assure que les avancements sont désormais enclenchés de manière progressive, tandis qu'une politique de maîtrise de l'endettement est en cours.

Pour pérenniser ces acquis, la commune mise sur une stratégie d'autonomisation financière à travers le développement d'activités génératrices de revenus. La mise en service d'infrastructures telles que la gare routière, les logements et les boutiques communales permet aujourd'hui de mobiliser des ressources propres, contribuant à réduire la dépendance aux financements extérieurs.

Au-delà des questions strictement liées au personnel communal, la municipalité a profité de cette période festive pour mettre en lumière ses actions en faveur du développement local, notamment dans le secteur agricole. À l'hôtel de ville, une cérémonie de remise d'équipements agricoles aux Groupes d'initiative commune (GIC) a illustré cette



orientation. Tronçonneuses, motopompes, pulvérisateurs ou encore brouettes ont été distribués, en priorité aux femmes et aux jeunes, avec pour ambition d'améliorer la productivité et d'encourager la transition vers une agriculture de rente.

Cette politique d'appui, inscrite dans le budget communal, bénéficie déjà à plusieurs organisations pay-

sannes et communautés locales. Elle s'accompagne d'autres initiatives, telles que la distribution d'intrants agricoles à des maraîchers, la remise de semences améliorées à près de 1 000 femmes ou encore l'organisation de formations entrepreneuriales. La construction d'une case communautaire à Mbaressoumtou Rails vient compléter ce dispositif d'ac-

compagnement social.

Dans le même élan, la commune poursuit ses efforts en matière d'infrastructures routières. Le lancement récent de la troisième phase du projet de pavage de certains axes stratégiques témoigne de cette dynamique. Réalisés selon l'approche à Haute Intensité de Main-d'Œuvre (HIMO), ces travaux ont déjà permis la formation et l'insertion de plus d'une centaine de jeunes, tout en favorisant l'émergence de petites activités économiques autour des chantiers.

Sur le terrain, les populations ne cachent pas leur satisfaction face à l'amélioration progressive de leur cadre de vie. Des zones autrefois enclavées, comme Mbaressoumtou Rails, Ngwa ou Ekol-Mbeng, sont désormais mieux desservies, facilitant les déplacements et l'accès aux services sociaux de base, notamment dans le secteur éducatif.

Toutefois, dans un contexte marqué par la montée des critiques et des revendications sociales, le maire a tenu à mettre en garde contre les risques de désinformation. Appelant à la vigilance, elle a invité les populations à se fier « à la réalité des réalisations palpables » plutôt qu'aux discours qu'elle juge infondés.

Entre attentes persistantes des travailleurs et mise en avant d'un bilan jugé encourageant, la célébration de la Fête du Travail à Nkongsamba 3e aura ainsi servi de cadre à un exercice d'équilibre pour l'exécutif communal : répondre aux préoccupations sociales tout en consolidant une image de gestion axée sur les résultats.

Victor NDOKI



■ Loum

Bras de fer entre la mairie et l'autorité administrative autour des mototaxis

La tension monte à Loum, où une vive controverse oppose autorités municipales et administratives sur la gestion du secteur des mototaxis.

Réunis ce lundi 4 mai 2026 à la salle des actes de la mairie, autour du maire Guy Wambo, des conducteurs de mototaxis, pour la plupart sans chasubles, ont exprimé leur colère face à la saisie de plusieurs engins par les forces de sécurité.

Selon ces derniers, l'opération, menée le 28 avril par le commissariat de sécurité publique, aurait été exécutée sur instruction du sous-préfet de l'arrondissement, Mfono Modo. Les plaignants affirment qu'il leur serait exigé de payer 10.000 FCFA pour l'acquisition de chasubles et 25.000 FCFA supplémentaires pour récupérer leurs motos immobilisées.

Une version vigoureusement contestée par le maire, qui dénonce une «arnaque» et une violation des compétences communales. Pour Guy Wambo, aucune structure tierce ne saurait se substituer à la mairie dans la régulation du secteur. S'appuyant sur le décret du Premier mi-



nistre du 31 décembre 2008 encadrant l'exploitation des motocycles à titre onéreux, il rappelle que la gestion des mototaxis relève exclusivement

de la commune.

En face, l'autorité administrative et les forces de sécurité rejettent ces accusations. Le sous-préfet Mfono Modo et le commissaire de la ville expliquent que cette opération fait suite à une requête du président de l'Association des mototaxis de Loum (ASMOTAL), Ngongang Djia Raoul. Dans une correspondance datée du 22 avril 2026, ce dernier sollicitait l'appui des autorités pour assainir un secteur jugé anarchique.

Pour l'administration, ces mesures s'inscrivent dans une dynamique de lutte contre l'insécurité, dans une ville confrontée à un taux de criminalité préoccupant, et dans la perspective de la célébration de la Fête de l'Unité. Les responsables sécuritaires nient catégoriquement toute perception illégale de fonds, rejetant les accusations de frais indus.

Le ton s'est durci, chaque camp campant sur ses positions. Tandis que le maire revendique ses prérogatives légales, l'autorité administrative invoque la nécessité de maintenir l'ordre public. Une situation de blocage qui pourrait nécessiter l'arbitrage du préfet du département du Mounjo, Yves Bertrand Noël Ndjana, seul habilité à trancher ce différend institutionnel.

En attendant, les mototaximen, pris en étau entre ces divergences, restent dans l'expectative, espérant une issue rapide à une crise qui perturbe leur activité quotidienne.

Flaubert KAMGA



■ Digitalisation du fret en Afrique centrale

Un pacte historique scellé à Douala

Une page décisive de l'intégration logistique en Afrique centrale s'écrit. Le Bureau de Gestion du Fret Terrestre du Cameroun (BGFT), le Bureau National du Fret Tchadien (BNFT) et le Bureau d'Affrètement Routier Centrafricain (BARC) ont rendu publiques, ce lundi 04 mai 2026, les résolutions de leur tout premier conclave tripartite, tenu la veille. En toile de fond : le lancement simultané de leurs plateformes numériques et l'ambition affirmée d'une transformation en profondeur des corridors stratégiques de la sous-région.



Le 4 mai 2026 ne se résume pas à un simple lancement technique. Il consacre un tournant institutionnel majeur. Réunis en conclave le 3 mai en marge de la mise en service de leurs outils digitaux, les trois organismes ont posé les bases d'une gouvernance concertée du fret terrestre. Une démarche inédite, qui marque l'irréversibilité d'un processus désormais engagé : la digitalisation intégrale, solidaire et coordonnée des corridors Douala-N'Djaména et Douala-Bangui.

Ces axes vitaux, qui concentrent chaque mois plus de 13.000 voyages pour près de 320.000 tonnes de marchandises, constituent l'épine dorsale des échanges entre le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine. Longtemps entravés par des lourdeurs administratives, des coûts élevés et un déficit de transparence, ils amorcent aujourd'hui une mutation structurelle.

Deux plateformes, un socle commun

Côté camerounais, le BGFT déploie à grande échelle sa plateforme LANDFREIGHTiS+, avec un basculement simultané de 12 agences, 41 checkpoints



et trois représentations à l'étranger. Le BNFT, pour sa part, met en production son système numérique de Lettre de Voiture Obligatoire (LVO) et de Taxe à l'Essieu (TAE) sur le corridor Douala-Kribi-N'Djaména.

Développés par un même partenaire technologique, SERVOO, ces systèmes reposent sur une architecture commune, facilitant leur interconnexion future. Pour les transporteurs, les changements sont immédiats : génération autonome des documents, vérification par QR code crypté aux points de contrôle, paiements électroniques sécurisés et traçabilité en temps réel.

Le BARC entre dans la dynamique

Observateur attentif des

avancées camerounaises et tchadiennes, le BARC officialise son entrée en phase d'onboarding. Appuyé par la Banque africaine de développement dans le cadre du Projet de Développement du Corridor Multimodal, l'organisme centrafricain s'engage à moderniser en profondeur son système de gestion du fret.

Pour Bangui, cette transition est stratégique. Le corridor Douala-Bangui représente la principale ouverture du pays enclavé sur le commerce international. «Chaque heure perdue sur ce trajet impacte directement la vie quotidienne des populations», a rappelé le responsable centrafricain, soulignant l'urgence de basculer vers des outils modernes.

Vers une interopérabilité

régionale

Au cœur des engagements pris figure la mise en place, dans un délai de soixante jours, d'une feuille de route technique commune. Celle-ci précisera les modalités d'interopérabilité entre les systèmes nationaux : reconnaissance mutuelle des documents, contrôles électroniques transfrontaliers et partage sécurisé des données.

Cette feuille de route sera dévoilée lors du Forum international «Smart Corridors», prévu du 24 au 26 juin 2026 à Douala. Un rendez-vous qui s'annonce comme une vitrine de la nouvelle ambition numérique des corridors d'Afrique centrale.

Un pacte pour l'horizon 2028

Point d'orgue de cette

dynamique : la signature imminente de la Déclaration commune, baptisée «Pacte de la digitalisation Horizon 2028». Ce document stratégique consacre l'alignement total des trois institutions autour d'un objectif commun : la dématérialisation complète de la gestion du fret terrestre d'ici trois ans.

Au-delà des outils, le pacte prévoit l'harmonisation des référentiels, la mutualisation des formations et le renforcement des compétences. Il s'inscrit également dans une vision plus large portée par l'initiative AFRICAFRET, visant à bâtir une souveraineté numérique des corridors en zones CEMAC et CEEAC.

Une ambition continentale

Plus qu'une réforme sectorielle, ce qui se joue à Douala relève d'un projet d'intégration régionale. Pour les trois institutions, un corridor moderne ne peut exister sans langage numérique commun. En unissant leurs efforts, le BGFT, le BNFT et le BARC entendent faire des corridors d'Afrique centrale des espaces fluides, transparents et compétitifs.

«Ce qui se passe ici dépasse les frontières nationales. C'est une avancée africaine», résume un acteur du processus.

À Douala, la logistique cesse d'être un frein pour devenir un levier. Et la digitalisation, longtemps annoncée, prend désormais corps dans une dynamique collective appelée à transformer durablement les échanges en Afrique centrale.

Alex MBEMA

■ Obsèques de Georges Anicet Ekane

Entre émotion, mémoire et appel à l'unité nationale

L'émotion était palpable, presque pesante, ce lundi 04 mai 2026 à la salle des fêtes d'Akwa à Douala. Devant un parterre de journalistes, la famille de Georges Anicet Ekane a levé le voile sur l'organisation de ses obsèques, dans une atmosphère empreinte de gravité.

Porte-parole du jour, son fils, le Dr Muna Ekane, a livré un témoignage à la fois personnel et politique, dressant le portrait d'un homme qu'il présente comme une «*sentinelle de la liberté*».

Dès les premières minutes de son intervention, le fils du défunt est revenu sur les circonstances de la disparition de son père, survenue le 1er décembre 2025. Il a évoqué une arrestation le 24 octobre, qu'il qualifie d'arbitraire, suivie d'un transfert dans des conditions jugées inhumaines, avant un décès intervenu dans les locaux du Secrétariat d'État à la Défense, à Yaoundé. Sans s'étendre sur les aspects judiciaires, ce récit soulève des interrogations et contribue à nourrir l'émotion entourant ces obsèques.

Au-delà des circonstances du décès, c'est surtout le parcours d'un militant engagé qui a été retracé. Figure du nationalisme camerounais, Georges Anicet Ekane est présenté comme un héritier fidèle de la tradition de l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Son engagement, constant au fil des décennies, s'est illustré aussi bien dans les luttes pour le multipartisme dans les années 1990 que dans les combats pour les droits humains au cours des années 2000.

Le Dr Muna Ekane a notamment rappelé l'implication de son père dans des dossiers sensibles, tels que l'affaire des disparus de Bépannda ou encore les



controverses liées à AES-SONEL. «*Il n'a jamais changé de camp*», a-t-il insisté, mettant en avant la constance d'un homme resté fidèle à ses convictions, malgré les épreuves, les détentions et les violences subies.

Moment fort de cette rencontre avec la presse, un appel solennel à l'unité a été lancé. S'adressant à la famille élargie, aux compagnons de lutte et aux amis politiques du défunt, le fils d'Anicet Ekane a invité chacun à dépasser les divergences pour se rassembler autour de l'essentiel : honorer la mémoire d'un homme dont l'engagement était tourné vers l'intérêt collectif. Une adresse particulièrement émouvante a été faite à la veuve, appelée à être entourée dans cette épreuve.

Dans cette dynamique, un programme d'obsèques structuré a été dévoilé. Il s'articule autour de quatre temps majeurs : l'ouvertu-



re officielle du deuil mercredi à la salle des fêtes d'Akwa, suivie jeudi d'une

veillée culturelle célébrant les racines du défunt, avant la journée d'inhumation prévue samedi, avec une mise en bière à l'hôpital Laquintinie, une procession dans les rues de Douala et un enterrement à Bomono Gare.

À travers ce dispositif, la famille entend conjurer recueillement, engagement politique et enracinement culturel, à l'image de la trajectoire du disparu.

Au-delà de la sphère familiale, le point de presse a pris une dimension nationale. Le Dr Muna Ekane a appelé les Camerounais à faire de ces obsèques un moment de communion, au-delà des clivages politiques, ethniques et religieux. Pour lui, l'enjeu dépasse le deuil : il s'agit de réfléchir à l'héritage laissé par son père et à la manière de prolonger ses combats dans le contexte actuel.

En guise de conclusion, il a évoqué une perte qui excède le cadre familial, parlant d'une véritable «*amputation de la mémoire collective*». La famille a également exprimé sa gratitude pour les nombreuses marques de solidarité reçues, tout en promettant de maintenir une communication régulière avec les médias.

Georges Anicet Ekane laisse l'image d'un homme de conviction, dont la parole, souvent critique, continuera d'alimenter les débats sur l'avenir du Cameroun.

Henri Donatien AYANG

■ Suspension de la grève dans le secteur de la santé

Le dialogue social porte ses fruits

Après plusieurs semaines de tensions et de menaces de paralysie des hôpitaux, le secteur de la santé au Cameroun retrouve un climat d'apaisement. Les syndicats ont décidé de suspendre leur mot d'ordre de grève, initialement prévu pour entrer en vigueur ce 4 mai 2026, à l'issue de la quatrième session du Comité permanent du dialogue social du Ministère de la Santé publique.

Présidée par le ministre de la Santé publique, le Dr Malachie Manaouda, cette rencontre décisive a permis d'aboutir à un compromis salué par toutes les parties. Qualifiant de « sage » la décision des organisations syndicales, le chef de département ministériel a mis en avant la qualité des échanges, qu'il a décrits comme francs, sincères, courtois et productifs. Des discussions qui, selon lui, ont prévalu dans l'intérêt supérieur du système de santé national.

Face aux revendications portées notamment par les syndicats CAP-Santé et SYNPEMS, le gouvernement a apporté plusieurs réponses concrètes. Sur les neuf points de revendication soumis, trois ont été réglés d'un commun accord, tandis que les six autres ont fait l'objet de négocia-



tions approfondies.

Parmi les préoccupations majeures figurait la lenteur dans la contractualisation des personnels de santé, pourtant prescrite par les plus hautes autorités de l'État. Sur ce point, le ministre s'est voulu rassurant, annonçant que la première vague de recrutements interviendra dès juin 2026, suivie d'une

seconde en décembre.

Autre avancée notable : la question du paiement des salaires dans les hôpitaux de première catégorie. Les parties se sont accordées sur une échéance fixe, arrêtée au 5 de chaque mois, sous réserve de la disponibilité des ordres de virement. Une mesure attendue, susceptible de réduire les tensions sociales

dans les formations sanitaires.

Concernant la révision de la convention collective, le dossier sera relancé en collaboration avec le ministère des Finances. Toutefois, la revalorisation de la grille salariale reste un point sensible, encore en discussion.

Au-delà des réponses apportées, le Dr Manaouda

a insisté sur la nécessité de pérenniser le dialogue social. Il a plaidé pour des rencontres régulières, appelées à devenir de véritables cadres de réflexion stratégique pour l'avenir du système de santé camerounais, et non de simples tribunes de revendications.

Dans cette dynamique, les responsables syndicaux ont été invités à faire preuve de responsabilité et de transparence vis-à-vis de leurs bases. Il leur revient désormais de relayer fidèlement les conclusions des échanges et de contribuer à la consolidation d'un système de santé plus résilient et performant.

Cette session s'est tenue en présence des principaux partenaires institutionnels, notamment les représentants des ministères en charge des Finances, de la Fonction publique et du Travail, ainsi que des responsables hospitaliers et administratifs du secteur. Une mobilisation multisectorielle qui témoigne de l'importance accordée à la stabilité du système de santé, pilier essentiel du bien-être des populations.

Avec cette suspension de la grève, le dialogue social s'impose plus que jamais comme un levier incontournable de gouvernance dans le secteur sanitaire. Reste désormais à traduire les engagements pris en résultats concrets sur le terrain.

Jean-Jacques ONANA

